

*Pétitions*

**Mme McDonald:** Elles viennent . . .

**M. le Président:** A l'ordre. La parole est au député d'Essex-Windsor (M. Langdon).

LES DÉDUCTIONS DE REÉR PERMISES AUX PERSONNES  
TOUCHANT DES REVENUS ÉLEVÉS

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, j'ai tout d'abord à présenter une pétition qui s'en prend à l'augmentation de la déduction des cotisations aux REÉR au profit des personnes touchant des revenus élevés. Elle me vient de citoyens de Wallaceburg, Comber, Chatham, Ridgeway, Tillsonburg et Blenheim, qui se trouvent en partie dans ma circonscription et en partie à l'extérieur.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET  
L'ANNULATION DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** La deuxième pétition que j'ai à présenter, monsieur le Président, conteste la réduction accélérée des avantages au titre des enfants qui vont s'ajouter aux augmentations de taxe de vente, aux augmentations de taxe d'accise et aux fortes augmentations d'impôt sur le revenu, toutes choses considérées comme injustes et surchargeant de façon extraordinaire les ménages à revenus moyens et modestes. Elle me vient de Tillsonburg, Wallaceburg, Chatham et London.

LES CADEAUX DU GOUVERNEMENT AUX SOCIÉTÉS  
PÉTROLIÈRES ET AUX BANQUES

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** J'ai une troisième pétition, monsieur le Président, qui porte précisément sur les neuf milliards de dollars de cadeaux aux sociétés pétrolières et sur le milliard du renflouage des banques. Elle conteste ces renflouages. Il y a des pétitionnaires de Whitby, Weston, Woodstock, Tillsonburg et de Kitchener où j'habitais autrefois, ce qui fait que je suis tout particulièrement heureux de la présenter.

[Français]

L'ABOLITION DE L'IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL DE \$500,000

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, j'ai aussi une pétition qui concerne l'abolition de l'impôt sur les gains en capital de \$500,000, et cette pétition est signée par des personnes d'Ottawa.

LA DÉSINDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, j'ai une dernière pétition et elle concerne la désindexation des allocations familiales. Cette pétition aussi nous vient d'Ottawa et elle nous informe que la position de tous ces pétitionnaires est contre cette politique qui fait bénéficier les riches.

[Traduction]

L'AUGMENTATION DE LA TAXE DE VENTE ET DE LA TAXE  
D'ACCISE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai deux ou trois pétitions. L'une vient de Delta, Fort Langley et Surrey. Les pétitionnaires demandent que le gouvernement du Canada reconsidère sa décision d'augmenter la

taxe de vente et la taxe d'accise, qu'ils considèrent comme injuste et imposant une surcharge extraordinaire aux ménages à revenus moyens et modestes.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai une pétition provenant de Surrey, en Colombie-Britannique. Les signataires prient le gouvernement de revenir sur sa décision de réduire considérablement les avantages destinés aux enfants, qui va priver injustement les femmes et les familles ayant des enfants, en particulier les femmes chefs de famille monoparentale.

Dans celle qui provient de Delta, en Colombie-Britannique, les pétitionnaires prient le gouvernement de revenir sur sa décision de désindexer les allocations familiales. Ils affirment que les modifications apportées au crédit d'impôt-enfants ne répareront pas les effets de la désindexation, et que les familles les plus démunies seront encore plus pauvres en 1990.

J'ai aussi une pétition provenant d'un nombre important de femmes de la Colombie-Britannique qui déplorent la proposition budgétaire visant à réduire l'indexation des allocations familiales sur le coût de la vie et demandent au gouvernement canadien de la retirer dans les plus brefs délais.

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des habitants de Guelph et de London, en Ontario, qui demandent à la Chambre des communes de rétablir l'indexation intégrale des allocations familiales universelles et d'abolir les augmentations de taxes injustes. Les pétitionnaires estiment que la désindexation des allocations familiales ne sera pas compensée par les changements dans le crédit d'impôt-enfants et que même les familles les plus pauvres verront empirer leur situation d'ici 1990.

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, j'ai un certain nombre de pétitions adressées à la Chambre des communes, provenant de . . .

[Français]

. . . la Coalition des femmes pour les allocations familiales, du Québec, un nombre de pétitions qui disent qu'elles croient que les enfants sont la responsabilité de la société et que le principe de l'universalité doit être soutenu, donc qu'elles s'opposent au projet de loi C-70 visant à la désindexation des allocations familiales.

[Traduction]

Le deuxième groupe de pétitions vient d'habitants de Guelph et de Toronto qui demandent à la Chambre des communes de rétablir l'indexation intégrale des allocations familiales universelles et d'abolir les augmentations de taxes injustes.

La troisième pétition vient de «Opération justice», représentant des familles avec enfants. Cette pétition demande au premier ministre (M. Mulroney) de rétablir l'indexation intégrale des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfants . . .

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Est-ce une pétition adressée au Parlement ou au premier ministre (M. Mulroney)?